# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## épidémies

Question au Gouvernement n° 2080

### Texte de la question

EPIDÉMIE DE CHIKUNGUNYA

**M. le président.** La parole est à M. Serge Letchimy.

**M. Serge Letchimy.** Madame la ministre de la santé, depuis huit mois, les Antilles et la Guyane sont touchées par une épidémie de chikungunya. Près de 120 000 cas ont été cliniquement constatés dans ces régions et il en existe certainement beaucoup plus, selon les statistiques. Je tiens à préciser que le virus n'est pas mortel mais que des personnes fragilisées en sont victimes.

Aujourd'hui, nous constatons une stagnation de l'épidémie. Le nombre de cas hebdomadaires supplémentaires dans certaines régions est en diminution. La mobilisation locale est très importante : autorités sanitaires, professionnels, population, collectivités et État. Votre présence sur le terrain, madame la ministre, en est le témoignage.

Cependant, le risque d'amplification, voire d'extension de l'épidémie est réel. C'est pourquoi les efforts doivent se poursuivre, particulièrement dans la lutte contre les gîtes larvaires. Mais nous devons aussi, en toute lucidité, prendre conscience des limites actuelles de la lutte anti-vectorielle. Des cas isolés non contrôlés voire non contrôlables dans l'état actuel de la réglementation peuvent assez rapidement évoluer vers de véritables crises épidémiques.

La fréquence des crises épidémiques est inquiétante. Nous sortons d'une épidémie de dengue. La Réunion a connu une épidémie majeure de chikungunya en 2005. Si la couverture sanitaire post-crise est efficace, les conséquences sociales et économiques ne sont pas évaluées et encore moins prises en compte. Enfin, et ce n'est pas le moindre des constats : il n'existe aucun vaccin pour traiter le virus de l'Aedes vecteur du chikungunya et de la dengue.

Madame la ministre, comment comptez-vous améliorer sur place et en amont la lutte anti-vectorielle ? Quelles sont les mesures que vous pensez prendre pour réduire les risques de crises épidémiques que nos populations affrontent avec dignité et courage ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

**Mme Marisol Touraine,** *ministre des affaires sociales et de la santé.* Monsieur Letchimy, je me suis rendue aux Antilles il y a quelques jours, où sévit une grave épidémie de chikungunya.

**M. Guy Teissier.** Vous n'avez pas été piquée, par hasard ?

**Mme Marisol Touraine,** *ministre.* On estime qu'au moins 15 % de la population aurait d'ores et déjà été touchée.

Je veux saluer l'implication de tous : des services de l'État, des professionnels de santé, des collectivités locales et des élus, dont vous faites partie, ainsi que votre collègue guadeloupéen M. Lurel.

Aujourd'hui, nous sommes à un moment-clef de l'épidémie. Si une certaine stabilisation est observée, elle peut toutefois repartir à la faveur de la saison des pluies. Nous devons donc redoubler de vigilance et nous mobiliser car, comme vous l'avez indiqué, il n'existe pas de vaccin. Pour la dengue en revanche, un vaccin du laboratoire Sanofi devrait être très rapidement disponible.

Face au chikungunya, seule la prévention est efficace. L'État est fortement engagé. Des renforts sanitaires ont été envoyés. Des renforts de la sécurité civile permettent de lutter contre les nids à moustiques, en particulier sur les toits des habitations. L'État a proposé aux collectivités cent contrats aidés à destination de jeunes. Des jeunes du service civique sont impliqués auprès de la population. J'ai eu l'occasion d'annoncer cinquante-deux nouveaux contrats de cette nature.

Vous m'avez indiqué, monsieur le député, que vous souhaitiez que des médecins volontaires puissent être mobilisés, si cela s'avérait utile. Cela sera le cas.

Le Gouvernement est pleinement mobilisé et remercie l'ensemble des acteurs locaux de leur engagement auprès de la population. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

## Données clés

**Auteur :** M. Serge Letchimy
**Circonscription :** Martinique (3e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 2080
**Rubrique :** Santé
**Ministère interrogé :** Affaires sociales
**Ministère attributaire :** Affaires sociales

## Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le :** 24 juillet 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 juillet 2014